

Du refoulement à la reconnaissance : le fait religieux comme clé d'analyse des relations internationales contemporaine

From Repression to Recognition: The Religious Factor as a Key to Analyzing Contemporary International Relations

Radia BENABDELJALIL

Institut des Sciences Politiques, Juridiques et Sociales, Université Mundiapolis, Casablanca, Maroc.

Résumé. Cet article examine la marginalisation historique du fait religieux dans les théories dominantes des Relations Internationales (RI), enracinée dans l'héritage séculier du paradigme westphalien. À travers une critique des biais épistémologiques tels que le réductionnisme matérialiste, l'exceptionnalisme chrétien et les mécanismes d'exclusion conceptuelle, l'étude révèle les limites analytiques des approches traditionnelles face à l'influence manifeste du religieux sur les dynamiques politiques mondiales contemporaines. En réponse aux transformations géopolitiques récentes marquées par la résurgence de la religion, l'article plaide pour l'intégration théorique du religieux comme variable explicative essentielle. Cette intégration est analysée sous l'angle des principaux courants théoriques (réalisme, libéralisme, constructivisme) et illustrée par divers cas empiriques soulignant le rôle décisif de la religion dans les politiques étrangères et les interactions internationales. L'article conclut sur l'urgence épistémologique d'une révision profonde des cadres analytiques existants afin de saisir pleinement la complexité et les enjeux contemporains des relations internationales.

Mots-clés : *Relations Internationales ; Fait religieux ; Paradigme westphalien ; Épistémologie ; Théorie ; Sécularisme ; Politique étrangère ; Identité religieuse.*

Abstract. This article critically assesses the historical marginalization of religion in dominant International Relations (IR) theories, rooted in the secular legacy of the Westphalian paradigm. Through an examination of epistemological biases including materialist reductionism, Christian exceptionalism, and conceptual exclusion, the study demonstrates the analytical limitations of traditional IR frameworks in comprehending contemporary global political dynamics significantly shaped by religion. Responding to recent geopolitical shifts characterized by religious resurgence, the paper argues for a systematic integration of religion as a core explanatory variable in IR theory. This integration is explored within the context of major theoretical schools (realism, liberalism, constructivism), and supported by empirical cases that underline religion's profound impact on foreign policy and international interactions. The article concludes by emphasizing the epistemological necessity for a fundamental reassessment of existing analytical frameworks to adequately address the complexity and contemporary challenges in international relations.

Keywords: *International Relations; Religion; Westphalian paradigm; Epistemology; Theory; Secularism; Foreign policy; Religious identity.*

1. Introduction

L'étude du rôle de la religion dans les Relations Internationales (RI) est traversée par un paradoxe persistant : bien que le religieux continue d'influencer profondément les dynamiques sociales, politiques et géostratégiques à l'échelle mondiale, il reste largement marginalisé dans les cadres théoriques dominants des RI. Cette cécité théorique n'est pas fortuite; elle s'enracine dans une tradition intellectuelle occidentale, héritée du Traité de Westphalie (1648), qui a sacralisé la souveraineté étatique et instauré une lecture séculière du système international.

Toutefois, à la lumière des conflits contemporains à forte dimension religieuse, de la montée en puissance des acteurs religieux transnationaux et de la réaffirmation du religieux dans l'espace public global, cette marginalisation devient de plus en plus problématique. Ces évolutions appellent à une réévaluation critique des postulats épistémologiques et méthodologiques des théories classiques des RI. C'est dans ce contexte que s'inscrit cet article, dont l'originalité réside dans la mise en lumière des mécanismes historiques, idéologiques et conceptuels ayant conduit à l'occultation du religieux, tout en explorant les modalités possibles de son intégration théorique. L'enjeu est double : démontrer que la religion n'est ni un résidu pré-moderne ni un facteur périphérique, mais bien une variable constitutive des relations internationales contemporaines ; et proposer des pistes pour un renouvellement du champ disciplinaire.

Dans cette perspective, l'article s'organise en cinq parties. La première retrace les racines historiques de l'aveuglement séculier dans la pensée des RI. La deuxième analyse les biais épistémologiques des théories dominantes, en particulier le réductionnisme matérialiste, l'exceptionnalisme chrétien et les mécanismes d'exclusion conceptuelle. La troisième partie revient sur les processus d'exclusion théorique de la religion dans le champ disciplinaire. La quatrième explore les tentatives et les enjeux liés à une réintégration du religieux dans les cadres analytiques contemporains. Enfin, la cinquième partie s'attache à démontrer l'influence concrète des religions sur les relations internationales et les politiques étrangères des États.

2. Les racines historiques de l'aveuglement séculier

La marginalisation du fait religieux dans les Relations Internationales (RI) trouve ses origines profondes dans le paradigme westphalien, instauré par les traités de Westphalie en 1648. Ces accords historiques, signés au terme des violentes guerres de religion européennes, ont marqué une rupture épistémologique majeure en érigeant la souveraineté étatique et le principe de non-intervention comme fondements centraux de l'ordre international moderne. Ce modèle, profondément influencé par les Lumières, a consacré une vision strictement séculière des affaires internationales, considérant la religion comme un élément perturbateur, source potentielle de conflits à maîtriser et à marginaliser dans la sphère politique extérieure (Fox, 2006).

Ce paradigme westphalien s'est progressivement imposé dans la pensée des théoriciens classiques des RI qui ont universalisé, sans recul critique suffisant, ce modèle historiquement et culturellement situé en Europe occidentale. Cette généralisation a eu pour effet de produire un biais systématique, occultant de nombreuses réalités internationales où la religion demeure un élément central de structuration politique et sociale. Comme le souligne Aabid Majeed Sheikh, l'adoption généralisée du modèle westphalien a négligé explicitement des configurations politiques et religieuses non occidentales essentielles pour comprendre pleinement les dynamiques mondiales contemporaines (Sheikh, 2009).

Dans les systèmes politiques islamiques, par exemple, la notion de "ummah" (Sheikh, 2012) dépasse largement les frontières nationales définies par le paradigme westphalien, introduisant ainsi une logique transnationale et communautaire incompatible avec les principes séculiers de souveraineté absolue. Cette dimension est particulièrement visible dans des régions où les identités religieuses structurent les solidarités politiques au-delà des États-nations, remettant en question les fondements même de l'ordre international traditionnellement admis.

Par ailleurs, les conceptions hindou-bouddhistes (Fox, 2006) de la souveraineté mettent l'accent sur une responsabilité cosmique des dirigeants, liant intrinsèquement les sphères spirituelle et politique. Ce modèle contraste fortement avec les conceptions occidentales où la souveraineté étatique et la séparation stricte des pouvoirs politique et religieux sont tenues pour acquises. En Afrique également, les dynamiques de légitimation spirituelle du pouvoir constituent un

exemple clair de la persistance d'un modèle de gouvernance où la religion joue un rôle déterminant dans la stabilité et la légitimité des régimes politiques.

La persistance d'une telle marginalisation théorique, malgré ces évidences empiriques et historiques, révèle un aveuglement épistémologique majeur des RI. Cette exclusion, loin d'être un simple oubli méthodologique, témoigne d'une résistance profonde des théories dominantes à remettre en question leurs propres postulats culturels et historiques. Cette résistance est devenue particulièrement problématique à la lumière des événements récents tels que les attentats du 11 septembre 2001 (Sheikh, 2009), l'expansion mondiale de mouvements religieux fondamentalistes, et l'accroissement des conflits ethnoreligieux, qui démontrent clairement la nécessité impérieuse d'intégrer le religieux comme un élément incontournable dans l'analyse des Relations Internationales contemporaines.

3. Les biais épistémologiques des théories dominantes

Malgré l'importance croissante de la religion dans les relations internationales contemporaines, les théories dominantes restent fortement influencées par des biais épistémologiques qui marginalisent systématiquement ce facteur (Modongal, 2023). Trois distorsions majeures caractérisent particulièrement les approches occidentales : un réductionnisme matérialiste, un exceptionnalisme chrétien, et des mécanismes d'exclusion basés sur des concepts eurocentrés.

a. Réductionnisme matérialiste

Le réductionnisme matérialiste est particulièrement visible dans la théorie réaliste et, plus précisément, dans le néoréalisme structural de Kenneth Waltz. Waltz (1979) conceptualise l'État comme une « boîte noire » dont les comportements s'expliquent exclusivement par la distribution relative du pouvoir matériel au sein du système international (Modongal, 2023). Dans ce cadre théorique, les facteurs culturels et religieux sont considérés comme négligeables ou relevant d'une « superstructure » dépourvue d'effet causal déterminant sur les rapports de force. Cette perspective matérialiste et rationaliste exclut la religion, non seulement parce qu'elle est jugée difficilement quantifiable, mais surtout parce que sa nature supposément irrationnelle échappe au paradigme dominant des RI.

b. Exceptionnalisme chrétien

Les théories classiques de la modernisation et de la sécularisation, dominantes dans les sciences sociales occidentales au XX^e siècle, reflètent un biais épistémologique lié à l'expérience historique européenne. Selon ces théories, inspirées notamment par Weber, Durkheim et Marx, la modernisation socio-économique conduirait inévitablement à la marginalisation progressive du religieux (Fox, 2006). Or, comme le souligne José Casanova, cette sécularisation est davantage une exception européenne qu'un destin universel, une erreur d'interprétation qui provient de la généralisation abusive du contexte spécifique du christianisme occidental à l'ensemble des sociétés contemporaines (Casanova, 1994). Fox ajoute que ce paradigme empêche les chercheurs occidentaux d'appréhender pleinement les dynamiques où la religion demeure influente en Asie, au Moyen-Orient ou en Afrique.

c. Mécanismes d'exclusion conceptuelle

Un troisième biais épistémologique réside dans les mécanismes d'exclusion inhérents aux concepts fondateurs des relations internationales, tels que la souveraineté ou l'anarchie, qui proviennent d'un contexte historique spécifiquement chrétien-européen. Selon Modongal (2023), la notion moderne de souveraineté étatique est directement issue des transformations politiques introduites par la Réforme protestante en Europe, notamment via la notion de séparation entre les sphères religieuse et politique. Cette construction historiquement contingente est ensuite présentée comme universelle, excluant ainsi d'autres formes légitimes

d'organisation politique et de souveraineté basées sur des traditions religieuses différentes.

Fox rappelle à cet égard que les concepts centraux de la discipline des relations internationales se sont structurés autour de l'expérience historique européenne postérieure aux Traités de Westphalie de 1648. L'exclusion de la dimension religieuse découle ainsi d'un cadre théorique et conceptuel hérité d'un contexte géopolitique européen marqué par la fin des guerres de religion, contexte qui ne saurait être généralisable à l'échelle mondiale sans distorsion épistémologique majeure

4. Exclusion théorique de la religion dans les Relations Internationales

La marginalisation de la religion en théorie des relations internationales (RI) s'inscrit dans un héritage historique et intellectuel largement influencé par l'adoption des méthodologies des sciences naturelles, phénomène identifié comme la « révolution comportementaliste ». Selon Sula et Lülecı (2016), l'influence majeure de cette révolution a résidé dans son adhésion au positivisme, entraînant une approche strictement empirique et rationnelle des phénomènes politiques internationaux. La sécularisation devint ainsi une composante implicite et rarement questionnée de cette transformation méthodologique. En effet, les théories positivistes cherchaient à établir des relations causales claires et mesurables, laissant peu de place à des facteurs jugés irrationnels ou non quantifiables, tels que les croyances religieuses.

Fox renforce ce constat en observant que les sciences sociales, y compris les relations internationales, ont historiquement émergé d'une volonté explicite de se détacher des explications religieuses au profit d'explications rationnelles, inspirées des Lumières (Fox, 2001). L'héritage intellectuel de penseurs tels que Comte, Durkheim, Weber et Marx a fortement marqué cette discipline, qui a adopté l'idée que la religion serait une force déclinante, destinée à être progressivement remplacée par une rationalité scientifique et laïque. Ainsi, l'essor des théories de la modernisation dans les années 1950-60 postulaient explicitement que les processus de modernisation politique et économique mèneraient inéluctablement à la diminution du rôle politique de la religion.

Un autre aspect crucial souligné par Sheikh concerne le caractère réducteur avec lequel la religion est souvent abordée par les théoriciens contemporains des RI. Selon elle, l'accent mis sur les idéologies extrémistes et terroristes telles que celles du groupe État islamique, Al-Qaïda ou des Talibans, conduit à une représentation réductrice et stigmatisante de la religion, particulièrement l'Islam. Ce réductionnisme constitue un mépris des croyances religieuses sincères de millions de personnes, négligeant ainsi les aspects plus larges, complexes et souvent pacifiques du rôle de la religion dans la politique mondiale (Sheikh, 2009).

Par ailleurs, Fox appuie ce propos en insistant sur le fait que lorsque la religion est mentionnée dans les études en RI, elle est souvent confinée à des catégories comme les institutions ou le terrorisme, plutôt que d'être considérée comme un phénomène influençant largement les interactions internationales et la légitimité politique. Il souligne que cette limitation théorique empêche une compréhension approfondie des dynamiques internationales complexes où la religion joue un rôle significatif.

En conséquence, pour intégrer pleinement la religion aux analyses théoriques en RI, il est nécessaire d'adopter une approche qui dépasse les paradigmes strictement positivistes. Des approches critiques ou constructivistes apparues après la guerre froide offrent une perspective pertinente pour réintroduire les facteurs religieux dans les théories des RI, en valorisant les variables idéationnelles et les contextes sociopolitiques dans lesquels les croyances religieuses s'inscrivent (Sula et Lülecı, 2016).

Sheikh renchérit en appelant explicitement à une révolution scientifique, au sens kuhnien du

terme, dans la manière dont la discipline envisage la religion. Cette révolution impliquerait une remise en question profonde des paradigmes dominants pour permettre une meilleure inclusion des dimensions religieuses dans la théorie et l'analyse politique internationale (Sheikh, 2009).

Enfin, Fox indique que malgré un intérêt croissant après la guerre froide pour les dimensions idéationnelles telles que la religion, l'héritage intellectuel de la marginalisation reste fort, exigeant des efforts constants pour surmonter ces barrières conceptuelles profondément enracinées dans la tradition occidentale et positiviste des relations internationales.

5. Vers une intégration de la religion dans les théories des RI

Modongal aborde précisément la question d'intégration de la religion dans les théories existantes des Relations internationales (RI). Selon lui, bien que les théories dominantes telles que le réalisme, le libéralisme et le constructivisme aient traditionnellement négligé la religion comme facteur significatif, il est théoriquement possible de l'intégrer à leurs cadres respectifs.

Dans le cadre du réalisme, notamment le réalisme classique, Modongal explique que l'influence de la religion peut être saisie à travers son impact sur la nature humaine et les choix individuels des dirigeants. En effet, les décisions politiques, y compris les politiques sécuritaires et internationales, peuvent être façonnées par les identités religieuses, les émotions religieuses telles que la fierté ou la peur, ainsi que par les interprétations religieuses des décideurs. Il cite notamment Hymans, qui explore comment les conceptions d'identité nationale (NICs) influencées par la religion peuvent affecter des politiques sensibles comme celles relatives aux armes nucléaires (Hymans, 2006). La théorie du « balancing against threat » développée par Stephen Walt peut également accueillir la religion en tant que facteur contribuant à la perception des menaces internationales, comme dans le cas des rivalités entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Quant au libéralisme, en particulier le néolibéralisme, Modongal souligne son aptitude à incorporer la religion en raison de ses présupposés pluralistes et de son attention aux acteurs non étatiques. Le libéralisme considère les réseaux et les organisations religieuses transnationales comme des acteurs significatifs pouvant influencer l'opinion publique et les décisions politiques. L'existence d'agendas multiples au sein de cette théorie permet d'intégrer la dimension religieuse à côté des préoccupations économiques ou environnementales. Ainsi, les concepts libéraux tels que le « soft power », développé par (Nye, 2004), incluent facilement la religion comme source d'influence culturelle et politique international.

Enfin, le constructivisme, selon Modongal, offre le cadre le plus propice à une intégration systématique de la religion. Cette théorie met l'accent sur les idées, les normes et les identités, aspects intrinsèquement liés à la religion. Modongal souligne comment la religion contribue à la construction des identités nationales et internationales, influençant la définition des amis et des ennemis, ainsi que les normes internationales telles que celles liées à l'intervention humanitaire ou aux droits de l'homme. Finnemore (1996), également, démontre comment la religion a historiquement façonné les interventions humanitaires internationales en définissant qui est considéré comme humain ou digne de protection.

Ainsi, bien que les théories dominantes des relations internationales aient longtemps marginalisé la religion, Modongal met en évidence la faisabilité théorique de son intégration dans leurs cadres analytiques. Il envisage cette intégration soit par une adaptation interne des approches existantes, soit par l'élaboration de nouvelles grilles théoriques capables d'appréhender les dynamiques religieuses contemporaines.

6. L'influence des religions sur les relations internationales et les politiques étrangères

L'influence de la religion dans les relations internationales est un sujet complexe et souvent marginalisé dans les analyses classiques des relations entre États. Pourtant, les récents

développements géopolitiques et l'intensification des conflits aux dimensions religieuses mettent en lumière le rôle crucial que joue la religion dans la définition des intérêts étatiques, la formulation des politiques étrangères, et les dynamiques de coopération ou d'affrontement sur la scène internationale. Historiquement, la religion a toujours structuré les communautés humaines, orienté leurs valeurs et guidé leur rapport au pouvoir et à l'autre. Dans le contexte contemporain, elle transcende les sphères spirituelles pour se mêler aux processus décisionnels des États, en tant que source de légitimité, d'identité et de vision du monde (Warner & Walker, 2019).

Les analyses théoriques récentes proposent d'appréhender le fait religieux non plus comme un simple marqueur culturel, mais comme un ensemble d'idées, d'institutions et de pratiques susceptibles d'influencer de manière directe ou indirecte la conduite internationale des États. Carolyn M. Warner et Stephen G. Walker préconisent une intégration des apports du réalisme, du constructivisme et de l'institutionnalisme afin de cartographier les différents canaux par lesquels la religion agit sur la politique étrangère. Leur modèle analytique met en évidence les relations de causalité entre les croyances individuelles des dirigeants, les normes collectives, les structures institutionnelles et les résultats diplomatiques. Selon eux, la religion fonctionne à la fois comme matrice de valeurs, vecteur de mobilisations et référent symbolique structurant les représentations des acteurs internationaux.

L'histoire des relations internationales regorge d'exemples d'alliances ou de conflits ayant une forte teneur religieuse. La formation de la Sainte Ligue en 1571, regroupant plusieurs États catholiques pour faire face à l'Empire ottoman lors de la bataille de Lépante, illustre le poids des solidarités confessionnelles dans la structuration des systèmes d'alliance (Lesure, 2014). Ce type d'alliance, fondée sur une identité religieuse commune, se retrouve encore aujourd'hui, notamment au Moyen-Orient où les tensions entre sunnites et chiites modèlent les rivalités stratégiques (Wahyu, 2023). De même, la partition du sous-continent indien en 1947 a laissé une empreinte durable sur les relations entre l'Inde et le Pakistan, deux États dont les identités nationales reposent en partie sur des fondements religieux opposés.

Jeffrey Haynes (2008) a consacré une analyse détaillée à trois grandes puissances modernes dont les politiques étrangères sont fortement influencées par des groupes religieux nationaux : les États-Unis, l'Inde et l'Iran. Aux États-Unis, les événements post-11 septembre ont amplifié la présence des idées religieuses dans la politique étrangère, notamment sous l'administration Bush, où les groupes évangéliques ont joué un rôle crucial dans la formulation de certaines orientations, en particulier concernant le Moyen-Orient. En Inde, les partisans de l'Hindutva influencent la politique étrangère en insistant sur la préservation d'une identité hindoue nationale. En Iran, les fondamentalistes chiites utilisent les valeurs religieuses à la fois comme outil de mobilisation interne et comme instrument de projection internationale.

La religion agit également comme une forme de "soft power", concept théorisé par Joseph Nye, qui désigne la capacité d'attraction d'un État fondée sur ses valeurs et sa culture plutôt que sur la coercition ou les incitations économiques (Nye, 2004). Dans ce cadre, la religion permet à certains États de déployer une diplomatie morale en promouvant des causes universelles telles que la paix, les droits humains ou la justice sociale. Les interventions humanitaires, par exemple, sont souvent justifiées par des valeurs inspirées de doctrines religieuses, comme le devoir de protéger les innocents ou de secourir les opprimés (Wahyu, 2023). Des figures religieuses, à l'instar du Pape, du Dalai Lama ou d'imams reconnus, participent à des négociations de paix, renforçant la portée éthique de certaines initiatives diplomatiques.

Ce pouvoir religieux est parfois indirect, diffus, difficilement quantifiable. Il s'exerce au travers de réseaux sociaux, d'églises, de madrassas, de médias confessionnels et d'organisations non

gouvernementales qui orientent les discours publics et sensibilisent les populations aux enjeux internationaux. Ces canaux d'influence sont essentiels pour comprendre pourquoi certaines politiques étrangères suscitent un large consensus national, quand bien même elles s'éloignent des seuls intérêts géopolitiques (Warner & Walker, 2019).

Plus récemment, des recherches ont souligné que le patrimoine religieux d'un pays peut façonner son orientation générale en matière de politique étrangère, en influençant sa perception des alliés et des ennemis, ainsi que les modalités de ses interactions internationales (Mustafa & Ahmad, 2022). Cette influence peut se manifester à travers l'intégration des identités religieuses dans les processus décisionnels, ou encore par la pression exercée par des groupes religieux sur les autorités publiques. La religion transnationale, quant à elle, dépasse les frontières étatiques, donnant lieu à de nouveaux types d'acteurs transnationaux qui impactent la diplomatie contemporaine (Ginty, 2013). Ce phénomène, renforcé par la mondialisation et la révolution des communications, contribue à une "désécularisation" du monde, rendant la religion de plus en plus visible dans la sphère publique et diplomatique (Haynes, 2008). La marginalisation de la religion dans l'analyse des relations internationales, autrefois soutenue par des penseurs comme Anson Shupe ou dans la mouvance libertarienne (Norris, 2011), a conduit à un déficit de compréhension et à des politiques inadaptées. Des cas tels que l'Algérie, le Cachemire ou la Birmanie montrent que les crises religieuses ne sont pas purement locales mais enracinées dans des dynamiques internationales. Face à cela, Peter Berger (2003) et Madeleine Albright (2007) ont souligné qu'ignorer la religion revient à se priver d'une grille de lecture essentielle des affaires mondiales.

7. Conclusion

Cet article s'est donné pour objectif de questionner la marginalisation historique du fait religieux dans les théories des Relations Internationales (RI), en retraçant ses racines westphaliennes, ses biais épistémologiques et ses conséquences analytiques, puis en examinant les modalités d'une réintroduction du religieux dans les cadres contemporains.

Les résultats montrent d'abord que la neutralisation de la religion s'enracine dans un héritage intellectuel étroitement lié au traité de Westphalie, à la pensée des Lumières et au positivisme, qui continuent de structurer – souvent sans remise en question – la vision réaliste et libérale du système international. En revanche, des approches renouvelées, notamment constructivistes, démontrent une plus grande capacité à intégrer la dimension religieuse comme variable identitaire, normative et stratégique.

L'apport principal de cette recherche réside dans la mise en évidence de l'écart croissant entre ces cadres analytiques hérités et la réalité contemporaine, caractérisée par la résurgence du religieux dans les conflits, les politiques étrangères et les mobilisations transnationales. Cela invite à déconstruire les présupposés séculiers qui sous-tendent la discipline et à élaborer une théorie des RI véritablement plurielle, capable de rendre compte de la richesse des référentiels religieux.

Plusieurs limites doivent être soulignées. Ce travail s'est principalement appuyé sur des sources anglophones et occidentales, et n'a pas exploré en profondeur les traditions non occidentales (confucianisme, animisme africain, etc.). Par ailleurs, l'étude reste largement théorique et gagnerait à être complétée par des enquêtes empiriques comparatives des modes d'influence religieuse sur les politiques étrangères.

En perspective, il serait pertinent :

- d'étudier empiriquement le rôle des acteurs religieux non étatiques dans les processus de paix et au sein des organisations internationales ;

- d'analyser comment les discours religieux façonnent l'émergence ou la contestation de normes internationales (droits humains, justice globale, enjeux écologiques) ;
- de développer des grilles d'analyse intégrant les variables idéationnelles et symboliques pour mieux saisir la complexité du monde contemporain, désormais marqué par une pluralité irréductible de référentiels religieux.

Ces pistes contribueront à nourrir un renouvellement théorique des RI, plus fidèle à la diversité des dynamiques internationales.

8. Références

- Albright, M. (2007). *The Mighty and the Almighty: Reflections on America, God, and World Affairs*. Harper Collins.
- Berger, J. (2003). Religious nongovernmental organizations: An exploratory analysis. *Voluntas*, 14(1), 15–39.
- Casanova, J. (1994). *Public Religions in the Modern World*. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Finnemore, M. (1996). Constructing norms of humanitarian intervention. In P. J. Katzenstein (Ed.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* (pp. 153–185). Columbia University Press.
- Fox, J. (2001). Religion as an Overlooked Element of International Relations. *International Studies Review*, 3(3), 53–73.
- Fox, J. (2006). The Multiple Impacts of Religion on International Relations: Perceptions and Reality. *Politique étrangère*, Winter Issue, 1059–1071.
- Ginty, R. Mac, & Richmond, O. P. (2013). The local turn in peacebuilding: A critical agenda for peace. *Third World Quarterly*, 34(5), 763–783.
- Haynes, J. (2008). *Routledge Handbook of Religion and Politics*. Routledge.
- Hymans, J. E. (2006). *The Psychology of Nuclear Proliferation: Identity, Emotions, and Foreign Policy*. Cambridge University Press.
- Lesure, M. (2014). *Lépante. La crise de l'Empire ottoman*. Paris: Gallimard. [Lien](#)
- Modongal, S. (2023). The resurgence of religion in international relations: How theories can accommodate it? *Cogent Social Sciences*, 9, 2241265.
- Mustafa, A., & Ahmad, R. E. (2022). Role of Religion in Foreign Policy Decision Making. *Annals of Human and Social Sciences*, 3(2), 69–81. [https://doi.org/10.35484/ahss.2022\(3-II\)07](https://doi.org/10.35484/ahss.2022(3-II)07)
- Norris, P., & Inglehart, R. (2011). *Sacred and Secular: Religion and Politics Worldwide*. Cambridge University Press.
- Nye, J. S. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs.
- Sheikh, A. M. (2019). Religion in International Relations Theory. *Social Science Research Network*. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3648577
- Sheikh, M. K. (2012). How does religion matter? Pathways to religion in International Relations. *Review of International Studies*, 38(2), 365–392.

- Sula, I. E., & Lüleci, Ç. (2016). IR theory as an 'areligious' research field: the sources of and critical prospects to overcome the intellectual failure. *İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi*, 38, 341–346.
- Wahyu, F. P., & Fadly, A. M. H. (2023). Divine Diplomacy: Religious Influence in Global Policymaking. *Religion and Policy Journal*, 1(2), 47–53.
- Warner, C. M., & Walker, S. G. (2019). Foreign Policy and Religion: An Overview. In *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.869>